

la presse et la guerre d'Algérie

Il n'était pas toujours facile d'être journaliste pendant la guerre d'Algérie, du moins lorsqu'on a du journalisme une conception un peu exigeante. Claude Bourdet en sait quelque chose, qui connut, en 1956, les prisons du régime Mollet.

QUAND je parcours les volumes de la collection de « France-Observateur », de 1954 à 1962, qui correspondent aux sept ans et demi de guerre d'Algérie, j'ai des sentiments mitigés. Oui, sans doute, en relisant ces articles, où de semaine en semaine nous rétablissions la vérité et dénoncions les mensonges, je me dis que nous avons certainement fait œuvre utile. D'ailleurs la haine dont on nous poursuivait parlait d'elle-même.

Les saisies répétées, tant sous la IV^e que sous la V^e République, les arrestations pour délit d'opinion, comme celle de Robert Barrat et la mienne, étaient autant de signes honorables, autant de témoignages de notre efficacité.

Mais en même temps, en relisant ces articles aujourd'hui, je suis frappé par leur modération, parfois leur prudence. Quoi ! C'est là ce que nous pensions à l'époque ? Ce sont là ces textes scandaleux, considérés comme des crimes par les gouvernements et une bonne partie de l'opinion ? Aujourd'hui on a l'impression d'autant de portes ouvertes enfoncées... Tout cela est connu, archi-connu, reconnu même par la droite la plus conservatrice.

Cela en dit long sur l'état d'esprit des Français d'alors et pas seulement des milieux officiels. Mon premier article qui motiva une saisie et pour lequel je fus convoqué au ministère de l'Intérieur pour une tentative d'intimidation, parlait de cette guerre « **où la fusillade collective est de règle, où les Oradour sont légion** ». Qui, aujourd'hui, ignore ces choses ? MM. Harris et de Sédouy ont même pu faire un film où les auteurs de ces crimes en parlent fort tranquillement. Mais, à l'époque, c'était un crime d'en parler.

Cela se passait le 8 septembre 1955. Huit jours plus tard, Robert Barrat publiait un interview d'Ouamrane, un des chefs de l'insurrection. Que disait ce « **bandit sanguinaire** » ?

Que les rebelles étaient de culture française, que leurs réunions se déroulaient en français, qu'ils espéraient qu'après l'indépendance les Européens d'Algérie resteraient sur place, que tout ce que demandait le F.L.N. c'était l'arrêt de la répression, la libération des détenus et une déclaration reconnaissant « **le principe du droit à la liberté et à l'indépendance** » ; tout en ajoutant « **nous sommes des réalistes, l'indépendance doit être réalisée par étapes et démocratiquement** ». Ce sont ces premiers renseignements précis sur les aspirations des dirigeants du F.L.N. qui valurent à Barat d'être jeté en prison par le même gouvernement, et quand le gouvernement Guy Mollet m'arrêta à mon tour en 1956, ce fut pour un article assez anodin intitulé « **Disponibles, quel sursis ?** »

civilisation ou barbarie

Si les gouvernements successifs se permettaient de bafouer avec autant de cynisme la liberté de la presse, c'est aussi parce qu'effectivement, non seulement chez les dirigeants mais dans une partie importante de l'opinion, il y avait un refus acharné de voir la situation telle qu'elle était. Chaque fois que nous rétablissions la vérité, même de la façon la plus prudente, c'était tout l'édifice moral de ces gens qui chancelait. Et ce n'est pas seulement à droite que les choses étaient ainsi. Je me souviens de mes conversations avec un très

vieil ami, dirigeant courageux de la Résistance métropolitaine, homme de gauche depuis toujours, le président de la Fédération de la Presse : Albert Bayet. Impossible d'aller avec lui au-delà des préambules d'une discussion : la guerre d'Algérie, c'était la lutte entre la « civilisation » (la France) et la « barbarie » (le F.L.N.).

Il faut avoir connu ce climat pour comprendre pourquoi il était si difficile de faire passer les informations les plus simples. Le mythe colonial s'était implanté depuis plus d'un siècle. Et la mystification s'était au cours du XIXe siècle progressivement aggravée, atteignant, avec l'instruction publique généralisée, la totalité des familles et la totalité des classes. S'il existait encore en 1830-40 une bourgeoisie libérale héritière de Montesquieu qui ne croyait pas aux vertus de la colonisation, le rouleau compresseur scolaire avait, année après année, éliminé, à peu près totalement, cet état d'esprit.

L'idée que le système colonial, même et surtout sous la forme spécialement mensongère du « **prolongement métropolitain** » en Algérie, servait essentiellement à permettre l'exploitation intensive de la main-d'œuvre indigène par un conglomérat d'exploiteurs, associant l'administration et l'armée, les financiers de la métropole, les colons, et les restes des féodalités locales domestiquées — cette idée n'avait guère dépassé certains cercles restreints de l'intelligentsia de gauche. La masse française, et même les travailleurs organisés, étaient incapables de voir autre chose que le mythe : la France « généreuse », ayant transporté outre-mer la République et l'égalité.

Les responsabilités de cette situation sont multiples et remontent loin. Je ne puis les examiner ici, mais il faut avoir ce climat présent à l'esprit quand on se penche sur l'attitude de la presse française pendant la guerre d'Algérie. Cela contribue à expliquer l'autocensure des journalistes, l'absence d'effort de démystification, l'acceptation des thèses officielles, qui « collaient » mieux avec le sentiment personnel des journalistes que les informations véridiques sur la réalité de la guerre. Il faut ajouter à cette influence du climat deux facteurs : d'une part la presse française n'a jamais donné aux faits informatifs l'importance que lui donnent, par exemple, les presses anglo-saxonnes. L'information en France, plus qu'ailleurs, constamment teintée d'opinion et de commentaire, même dans les journaux dits de grande information ; c'est une question de tradition et de culture qui remonte loin. La

culture de tradition protestante, issue du libre examen, a toujours donné plus d'importance aux faits et à la vérité objective. La culture d'origine catholique, au contraire, privilégie le mythe, la thèse, « **ce qu'il faut penser** ».

A cela s'ajoutent les rapports particuliers en France du capitalisme et de la presse ; dans les pays anglo-saxons et dans beaucoup d'autres, le « **capitalisme de presse** » a pour objectif essentiel de « **vendre du papier** ». L'information y est donc une marchandise en soi. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de truquage, mais il y a un intérêt à vendre de la bonne information.

En France, au contraire, la presse capitaliste est la « **presse du capitalisme** ». Elle est au service de firmes industrielles ou financières dont l'activité principale ne consiste pas à vendre de l'information, mais toute autre chose : du sucre, de la laine, des cotonnades, des avions, hier du charbon et de l'acier, etc. Ces firmes font partie du condominium des milieux d'affaires où tous les grands intérêts se lient.

Vendre de l'information parce qu'elle se vend bien, n'est donc qu'une des préoccupations des directeurs de journaux, l'autre étant de servir, par cette information, les intérêts précités. C'est pourquoi la différence est marquante entre la presse capitaliste française et celle des autres pays, notamment en matière coloniale. Les grands journaux britanniques ont informé assez exactement leurs lecteurs pendant la bataille pour la décolonisation de l'Inde ou de l'Afrique. Aux Etats-Unis, un certain nombre de grands journaux comme le « **New York Times** » et le « **Washington Post** », (et bien d'autres moins connus !), appartenant à ce qu'on peut appeler le « capitalisme de presse », ont néanmoins informé assez honnêtement leurs lecteurs sur la guerre américaine d'Indochine, bien que de nombreuses et importantes fractions du capitalisme américain fussent directement intéressées à la poursuite de cette guerre.

mensonges et circonlocutions

Au contraire, quand on relit la grande presse française des années 50 et du début des années 60, on est effaré du nombre d'absurdités conformistes, de mensonges purs et simples, imprimés noir sur blanc de la première à la dernière page, qu'il s'agisse de l'**Aurore**, du **Figaro**, du **Parisien Libéré**, de **France-Soir**, de **Paris-Presse**, de **Combat** ou des hebdo-

madaires, revues, et périodiques du centre et de la droite.

Le **Monde**, naturellement, constitue un cas particulier. D'abord parce que ce journal n'appartient pas à un groupe capitaliste et que l'influence personnelle de son directeur et de ses rédacteurs y était et y est restée prépondérante. Ensuite parce que cette équipe a eu la volonté et la possibilité de traiter l'information d'une manière inhabituelle en France (à part la trop courte tentative des journaux indépendants de gauche de l'après-libération comme l'ancien **Combat**). Ce qui a d'ailleurs valu au **Monde** une réputation internationale justifiée.

Pourtant, en revoyant la collection du **Monde**, on a, de manière très aggravée, le même sentiment qu'en relisant nos propres articles. Que de circonlocutions, que de prudenances exagérées ! Quelle insuffisance dans la démystification des mensonges officiels ! Que de guillemets inutiles — par exemple, jusqu'aux derniers temps, autour du « **gouvernement** » provisoire algérien... Sans doute, le souci de ne pas choquer une clientèle polymorphe y était pour beaucoup — mais aussi, cette équipe, la meilleure de toute la presse quotidienne, était elle-même, comme le reste du pays, imprégnée par la longue mythologie coloniale.

Peut-être faut-il précisément lui être reconnaissante d'avoir, malgré cela ou à cause de cela, contribué peu à peu au redressement de l'opinion. Et quand, comme par exemple en septembre 1955 lors du reportage de Georges Penchenier sur le massacre des Carrières Romaines (le premier Oradour ou « My Lai » connu avec précision à cette époque), **Le Monde** révélait le vrai visage de cette guerre — c'était pour l'opinion et le pouvoir une puissante secousse, et pour nous une aide exceptionnelle.

Un autre cas particulier est celui de **l'Humanité** et de la presse communiste. Elle a, dans l'ensemble, fait parfaitement son travail d'information (on peut faire toutefois les mêmes réserves que pour le nôtre). Mais l'existence du « ghetto » dans lequel la situation internationale, l'offensive atlantique et réactionnaire et leurs propres erreurs avaient poussé les communistes, faisait que les vérités publiées par la presse communiste n'avaient guère d'effet en dehors de l'opinion communiste elle-même ou des franges toutes proches. Ce qui fait que le pouvoir craignait bien davantage la presse de gauche non communiste et s'acharnait sur elle : un fait publié dans **France-Observateur**,

l'Express, **Témoignage Chrétien**, (voire **Tribune du Peuple** et plus tard **Tribune Socialiste**, malgré leur tirage limité) gênait Mollet, Félix Gaillard ou de Gaulle plus que le même fait publié dans **l'Humanité**.

Il faut cependant souligner aussi qu'il y avait, dans toute la presse honnête, une sorte de soutien objectif réciproque. Malgré les mauvaises relations entre les communistes et **France-Observateur**, il était important pour les uns et les autres que nous puissions, au même moment, éclairer les mêmes situations. **France-Observateur**, et **Témoignage Chrétien** jouaient, à leur tour, le rôle d'une « aile marchante » pour un hebdomadaire de la gauche modérée, comme **l'Express** d'alors. Enfin, ce groupe de trois hebdomadaires jouait le même rôle pour la rédaction du **Monde** : sans nul doute, si nous n'avions pas existé, les éléments les plus actifs de ce quotidien auraient été encore plus freinés par ses rédacteurs et dirigeants les plus prudents. Le rôle des revues comme **Esprit** et surtout **les Temps Modernes** était analogue auprès de l'ensemble des milieux intellectuels.

Et enfin, n'oublions pas les « brûlots » comme **Témoignages et Documents** et **Vérité-Liberté**. Que Maurice Pagat et Pierre Vidal-Naquet m'excusent de ce terme, qui n'a rien de péjoratif, car Dieu sait si leur contribution a été précieuse ! Mais devant la répression gouvernementale, des journaux contraints à un équilibre commercial comme **France-Observateur**, **T.C.**, **l'Express**, ne pouvaient pas indéfiniment risquer les saisies. Ajoutons que certains membres de leurs équipes n'étaient pas libres de toute réticence à l'égard du nationalisme algérien... Il était donc très important qu'il existât des périodiques, même à tirage limité, qui allassent jusqu'au bout de la vérité et ne prissent aucune précaution : c'est ainsi que ces deux petits organes ont vraiment été, à certaines époques, l'éperon dans le flanc de toute la presse de gauche et, à travers elle, de toute la presse française...

Car, très lentement, insensiblement, les informations et les idées fournies par la presse de gauche ont, de proche en proche, « **fait leur trou** » dans le reste de la presse et le reste de l'opinion, contribuant à démanteler la mythologie coloniale. Il serait même intéressant de découvrir un jour quelle a été l'influence indirecte de cette presse sur l'évolution de de Gaulle lui-même. Peut-être par l'intermédiaire de certains de ses amis ? Mais ceci est une autre histoire...